

Il est temps de faire la clarté sur cette question. Nous ne pouvons demander le dépôt d'une décision du cabinet. Comment la chose a-t-elle été dissimulée aux autres membres du cabinet? Assurément, le gouvernement n'en est pas encore au point où le premier ministre n'a qu'à dire que telle chose se fera pour qu'on rédige ainsi la décision du cabinet. D'où devait venir la somme de 2 millions? Nous en avons eu la révélation l'autre jour lorsqu'on a dit que des fonds peuvent toujours être prélevés sur certains comptes.

C'est ce qui est arrivé. Voilà, à mon avis, qui démontre à quel point la démocratie est compromise dans notre pays. Le gouvernement pourrait tirer une somme de 2 millions et nous n'en saurions jamais rien. En l'occurrence, nous n'en aurions jamais rien si M. Peter Riley, du réseau CTV, n'avait eu vent de l'affaire: et même alors, on l'a ridiculisé parce qu'il aurait parlé d'une chose inexistante.

Le premier ministre (M. Trudeau) a donné aujourd'hui sa bénédiction de chef de gouvernement à tous ceux qui ont affirmé qu'il existait un programme de francophonie. Que cachaient-ils? Si tout est correct et régulier, pourquoi se cacher? Je demande au gouvernement, représenté ici par trois ministres et un aspirant ministre—qui prodigue aujourd'hui ses conseils après le périple qu'il vient d'entreprendre récemment à travers le pays au sujet de la question constitutionnelle,—dans quelle voie notre Parlement s'engage-t-il? Le Parlement a été trompé et leurré par le gouvernement. Rien d'étonnant que le premier ministre ait tenu, en 1963, des propos qui, à mon avis, devraient figurer au hansard. Il avait dit que les libéraux sont une bande d'idiots.

• (3.40 p.m.)

**Des voix:** Bravo, bravo.

**Une voix:** C'est bien vrai.

**L'hon. M. Greene:** Nous avons considérablement appris depuis lors.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** L'honorable représentant sait certainement comme elle est verte sa vallée.

**Des voix:** Bravo!

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Puis-je continuer? Ce sont là les paroles du premier ministre. Il a dit qu'il nous fallait endurer certains vauriens du parti libéral et, après les élections de juin 1968, il a ajouté que certains d'entre eux avaient été battus. Est-il possible qu'ils s'identifient? Les gens qui répondent à une telle description ne devraient jamais devenir ministres d'État. Oh, j'ai encore quelques citations. Parlant toujours de divers libéraux de l'époque, il disait: «Tous de répugnants idiots, nom d'une pipe».

Et il ajoutait qu'on trouve, dans la vieille garde, que ce même cynisme brutal—comme il avait raison! Ce qui s'est produit aujourd'hui à la Chambre des communes n'a jamais été dépassé depuis 1931 ou 1932 lorsque M. Mackenzie King a dû traverser la vallée de l'humiliation. L'orateur précédent a rappelé qu'avec tous ces postes créés par ce bill, l'obéissance aux ordres du maître sera maximale. Qu'a écrit le premier ministre dans *Cité Libre* d'avril 1963? Il a fustigé l'autocratie de la structure du parti libéral et la lâcheté de ses membres. Que dire

d'aujourd'hui? Y-a-il un libéral qui ose afficher de l'indépendance maintenant? Non, car le soleil cesserait de briller pour qui oserait exprimer son désaccord. J'ai d'autres citations pour édifier ceux qui voudraient les entendre, mais je ne les mentionnerai pas, monsieur l'Orateur.

Aujourd'hui mardi, c'est un jour à marquer d'une pierre noire dans l'histoire du Parlement. Le premier ministre dit que ce programme a été adopté en novembre et le président du Conseil du Trésor (M. Drury) prétendait la semaine dernière que le cabinet n'en a jamais été saisi. Ils en ont tous deux fait l'aveu. Comment s'étonner que le député de Calgary-Nord (M. Woolliams) demandait où était la vérité? Sous sa forme actuelle, ce bill constitue une tentative flagrante pour réduire la Chambre des communes à un rôle de pur décorum. Qu'est-ce que cette façon de procéder? Le premier ministre a orienté le Canada de telle sorte qu'il imite ou qu'il devienne l'instrument de la Chambre des représentants des États-Unis. Ce bill est censé réformer l'organisation parlementaire. La semaine dernière, le président des États-Unis a déclaré qu'il fallait réformer l'administration. Il s'efforçait de faire appuyer une réduction de son cabinet pour en abaisser l'effectif de 12 à 9. Exactement au même moment, le gouvernement canadien nous demande de multiplier les postes au cabinet et le nombre des secrétaires parlementaires d'un rythme dont même des lapins rougiraient.

Voilà une preuve étonnante de ce que l'opposition n'a cessé de faire valoir à la Chambre. J'ai vu le premier ministre faire des pieds de nez aux députés de l'opposition. Je l'ai entendu qualifier les députés de flemmards et dire des autres parmi nous que nous étions de purs inconnus. Je suis député depuis au-delà de 30 ans. J'ai 75 ans, et pas un an ou deux de plus ou de moins.

**Des voix:** Bravo!

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Je n'ai jamais connu un gouvernement qui ait traité le Parlement avec autant de mépris. Nous avons tous offert nos bons vœux au premier ministre lorsqu'il a entrepris son voyage pour assister à la conférence des premiers ministres. Nous l'avons accueilli avec joie à son retour l'autre jour. En descendant de l'avion ou juste avant, il a donné une interview comme on l'a rapporté dans la presse. Il aurait dit: nous voulons un peu moins de verbiage à la Chambre des communes. Je comprends qu'un débat comme celui-ci choque la sensibilité du gouvernement. Ensuite, au sujet du chômage, nous avons les paroles immortelles du premier ministre selon lesquelles toute critique à l'égard du chômage est stupide et saugrenue.

Le premier ministre, accompagné de 20 membres de son gouvernement, doit se rendre le 12 février en Saskatchewan. J'espère que la mesure sera adoptée et que ces nominations auront été faites avant leur départ. Je voudrais que tout le cabinet aille là-bas pour que les gens voient une chose que jamais ils n'ont vue auparavant. Que dire de cette mesure qui créé tant de secrétaires parlementaires et de ministres d'État, et de sous-ministres d'État? Sans parler des dispositions prévoyant un nombre illimité de ministres sans portefeuille. Je pense souvent à la définition qu'a donnée sir Robert Borden lorsqu'on lui a demandé ce qu'était un ministre sans portefeuille. Il n'a pu donner aucune réponse, disant seulement qu'on pourrait les appeler des eunuques—sans portefeuille.